

Actualité fiscale - Nos sélections au 20 décembre 2012

Articles

1.	Contentieux fiscal : Accor voit fondre son indemnisation sur le précompte, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 5.
2.	Immobilier : Les entreprises sous-estiment le poids de la fiscalité locale, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 5.
3.	Restructurations patrimoniales : le gouvernement renforce son arsenal anti-abus, par Olivier de Saint Chaffray et Thomas Laumière, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, pp. 28-30.
4.	Cession de participations : il faut céder avant la fin de l'année, par Richard Foissac, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 30.
5.	Options sur titres consenties aux managers : le gain de revente est-il imposable comme plus-value ou comme salaire ?, par Vincent Agulhon, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 31.
6.	Capital-investissement : A la recherche de nouveaux équilibres, par Ondine Delaunay et Florent Le Quintrec, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 46.
7.	Votre documentation prix de transferts est-elle prête ?, par Hafida Aboulouard, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, pp. 47-49.
8.	Comptabilité : Les tests de dépréciation dans le collimateur de l'AMF, par Olivia Dufour, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, p. 50.
9.	Menace sur les FIP-FCPI, par Sandra Sebag, Option finance n° 1201-1202 du 17 décembre 2012, pp. 51-53.
10.	Plafonnement ISF, une assiette élargie à l'enrichissement acquis par le contribuable au cours de l'année d'imposition précédente (?), par Philippe Durand et Bernard Liger, La Lettre Gestion de patrimoine, Supplément d'Option finance n° 1201 du 17 décembre 2012, pp. 2-5.
11.	Imposition des plus-values mobilières des particuliers : dur..., par Arnaud Agostini, La Lettre Gestion de patrimoine, Supplément d'Option finance n° 1201 du 17 décembre 2012, p. 6.
12.	Apport cession / apport donation : le législateur s'en mêle, par Arnaud Agostini, La Lettre Gestion de patrimoine, Supplément d'Option finance n° 1201 du 17 décembre 2012, pp. 7-8.

13.	Exit tax : Des précisions pour les candidats à l'expatriation mais les complexités demeurent, par Georges Morisson-Couderc, La Lettre Gestion de patrimoine, Supplément d'Option finance n° 1201 du 17 décembre 2012, pp. 8-10.
14.	Sortie de LBO : un marché au ralenti, Option Droit & Affaires, Supplément d'Option finance n° 1201/1202 du 17 décembre 2012 et d'Option Droit & Affaires n° 149 du 12 décembre 2012, pp. 1-41.
15.	Restructurations : transferts des déficits sur agrément, FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 1.
16.	Crédits d'impôt étrangers et IS à taux réduit (CE, 29/10/12, n° 337253, Sté Crédit Agricole SA, dans l'actualité du 15/11/12), FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 2.
17.	TVA : Livraisons intracommunautaires, FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 3.
18.	Loi de finances rectificative pour 2012 : Première lecture AN, FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 6.
19.	Crédit d'impôt compétitivité emploi : Les 5 propositions de PwC pour que le CICE soit plus compétitif, social et transparent, par Claude Lopater, FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 7.
20.	Convention franco-monégasque : Droits de succession (Cass. com., 9/10/12, n° 11-22.023, en jurisprudence), par Bruno Gouthière, FR n° 50 du 14 décembre 2012, § 8.
21.	PLF 2013 : état des lieux de la procédure d'adoption, RDF n° 50 du 13 décembre 2012, § 510.
22.	Plan d'action de la Commission européenne pour renforcer la répression de la fraude et de l'évasion fiscale, RDF n° 50 du 13 décembre 2012, § 511.
23.	La nature de la solidarité de l'article 1745 du CGI, par Stéphane Detraz, RDF n° 50 du 13 décembre 2012, § 551.
24.	Actes de colloque : Gestion fiscale des groupes de sociétés, RDF n° 50 du 13 décembre 2012 : - Gestion fiscale des groupes de sociétés : actualités et perspectives – propos introductifs, par Florence Deboissy, § 552 ; - La déductibilité des frais financiers liés à l'acquisition de participation : actualité législative et jurisprudentielle, par Philippe Oudenot, § 553 ; - La gestion fiscale des déficits au sein du groupe, du point de vue national, par Philippe Neau-Leduc, § 554 ; - L'attribution des déficits dans un groupe multinational : quelles perspectives ? par Daniel Gutmann, § 555 ; - La gestion fiscale des aides intragroupe en droit interne, par Martial Chadeaux, § 556 ; - La gestion internationale des aides intragroupe, par Gauthier Blanluet, § 557 ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La gestion du régime "mère-fille" : quel est le risque d'abus ?, par Arnaud de Bissy, § 558 ; - La gestion du régime de paiement consolidé de la TVA : vers un véritable régime de groupe en matière de TVA ?, par Michel Guichard, § 559 ; - Gestion fiscale des groupes : les perspectives internationales et européennes, par Michel Aujean et Clara Maignan, § 560 ; - Tables rondes avec la DVNI et les fiscalistes d'entreprises, par Olivier Sivieude, Marie-Chirstine Brun et Luce Bérille, § 561.
25.	Convention fiscale franco-britannique : être "assujetti" ou ne pas être "assujetti", là est la question (CE, 27/07/12, n° 337656 et 337810, Regazzacci), par Emilie Bokdam-Tognetti, RJF n° 12 de décembre 2012, pp. 979-985.
26.	De l'apport-cession à la cession-remplacement : une analyse comparée des dispositifs issus des articles 150-0 B et 150-0 D bis du CGI, par Bruno Pays, BF n° 12 de décembre 2012, pp. 875-879.
27.	Fiscalité de l'assurance-vie : La réponse ministérielle Bacquet appartient-elle au passé ?, par Sylvie Lerond et Grégory Dumont, BIM n° 12 de décembre 2012, pp. 357-358.
28.	Plus-values mobilières : Report sous condition de remplacement – Un assouplissement qui cache un durcissement ?, par Patrick Fumenier, BIM n° 12 de décembre 2012, pp. 359-360.
29.	Trusts : Précisions administratives, BIM n° 12 de décembre 2012, § 180.
30.	Projet de loi de finances pour 2013 : Lecture AN, BIM n° 12 de décembre 2012, § 181.
31.	Crédit d'impôt compétitivité, TVA et autres amendements, RF FH 3475 du 13 décembre 2012, § 1.
32.	Acompte sur l'IS et les contributions à verser au 17 décembre 2012, RF FH 3475 du 13 décembre 2012, § 2.
33.	Cession de parts sociales ou d'actions : marche à suivre, RF FH 3475 du 13 décembre 2012, § 4.
34.	Le nouveau régime d'imposition et de déclaration des trusts (et quelques réflexions d'un praticien franco-britannique), par Patrick Delas, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 13.
35.	Les délais de prescription en matière d'ISF : le cas des biens professionnels, par Michel Fourriques, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 14.
36.	Assurance vie : La mort des rentes à annuités certaines, par Olivier Rougé, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 15.
37.	Le régime de "remittance basis" ne fait pas obstacle à la reconnaissance de la qualité de résident fiscal britannique, par Marc Michel, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 60.
38.	Extinction par confusion du bail à construction : une judicieuse décision de la Cour de cassation !, par Denis

	Roche, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 61.
39.	Plus-values immobilières des non-résidents communautaires, personnes physiques : approche synthétique et pratique (2 ^{ème} partie), par Grégory Damy et Béatrice Vann, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 5.
40.	Formule : Vente d'immeuble saisi, par Jacques Lafond, Revue fiscale du patrimoine n° 12 de décembre 2012, § 11.
41.	Réforme de la fiscalité des trusts : premier bilan, par Agnès de L'Estoile-Campi, Droit & Patrimoine n° 220 de décembre 2012, pp. 24-28.
42.	Le don manuel : un cadeau empoisonné ?, par Jérôme Leproux, Delphine Ternet et Romain Grignon, Droit & Patrimoine n° 220 de décembre 2012, pp. 36-47.
43.	IFRS 9 : La pierre d'achoppement, par Liliana Arias et Philippe Foulquier, Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 56-58.
44.	L'indépendance des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité, par Jean-Jacques Cappelaere, Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 94-96.
45.	Comment réformer l'épargne financière ?, par Karine Berger, Supplément à la Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 14-15.
46.	Relancer l'épargne longue en France, par Jean Eyraud, Supplément à la Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 16-18.
47.	Les financements alternatifs : Le capital-investissement peut-il continuer à assumer une part des financements ?, par Louis Godron, Supplément à la Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 28-30.
48.	Fiscalité : Nouvelles mesures : un jeu de massacre pour l'épargnant ?, par Anne Batsale, Supplément à la Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 31-32.
49.	Choc fiscal 2012 : Quel impact sur le financement des entreprises ?, par Eric Vacher, Supplément à la Revue Banque n° 754 de décembre 2012, pp. 58-62.
50.	Gilles Carrez : "Un début de révolte fiscale", par C. Crouzel, Le Figaro du 18 décembre 2012.
51.	Les pigeons, victimes de l'obscurantisme économique de l'Assemblée nationale ?, par Jean-David Chamboredon, La Tribune du 18 décembre 2012.
52.	Le Sénat supprime le crédit d'impôt compétitivité, La Tribune du 17 décembre 2012.
53.	Ayrault se lance dans une réforme à haut risque de la fiscalité locale, par I. Best, La Tribune du 17 décembre 2012.

54.	PLFR 2012 : L'immobilier résidentiel et professionnel déstabilisé, par V. Clément et P. Terly, L'Agefi Actifs du 14 décembre 2012.
-----	--

Jurisprudence

55.	Arrêt du CE du 10 décembre 2012, n° 317075, Accor : Incompatibilité avec le droit communautaire du dispositif de l'avoir fiscal et du précompte, Site Légifrance. Document à télécharger...
56.	Arrêt de la Cour de cassation du 9 octobre 2012, n° 11-22.023 : Convention franco-monégasque - Droits de succession, Site Légifrance. Document à télécharger...
57.	Arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 2012, n° 11-28.088, M. et Mme X. : Visites domiciliaires (LPF, art. L. 16 B) - Obligation pour l'administration d'informer les occupants des lieux de leur droit de saisir le JLD (non), RDF n° 50 du 13 décembre 2012, § 509 et Site Légifrance. Document à télécharger...
58.	Arrêt du CE 26 septembre 2012 n° 346556, 8 ^e et 3 ^e s.-s., Tedesco : personnes passibles et imposables - territorialité - conventions internationales - conventions bilatérales - convention franco-belge (10-3-1964) - résidence (art. 1) - critères du centre des intérêts vitaux - liens personnels et économiques les plus étroits - 1 ^o liens personnels plus étroits en France - seconde épouse du contribuable travaillant à Paris et y habitant, contribuable disposant d'un logement de fonction par l'intermédiaire d'une société dans le même immeuble et deux enfants mineurs issus d'un premier mariage résidant en France : oui même si disposition d'un logement en Belgique où vivait sa fille issue d'une autre union, dépôt de déclarations fiscales, affiliation à un régime de sécurité sociale et qualité de résident fiscal de cet Etat - 2 ^o liens économiques les plus étroits - prise en compte du lieu d'exercice de l'activité génératrice des revenus : oui - revenus versés à raison de l'activité exercée dans un pays par l'intermédiaire d'une société établie dans l'autre pays : sans incidence - contribuable entretenant des liens économiques plus étroits avec la France qu'avec la Belgique, en cas de perception via une société holding de droit belge des revenus de deux sociétés françaises correspondant à son activité de conseil exercée en France : oui - absence de versement par ces sociétés de salaire ou de dividende : sans incidence, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1098.
59.	Arrêt de la CAA Douai 13 mars 2012 n° 10DA00886, 2 ^e ch., SARL Michael : actif immobilisé - plus-values et moins-values de cession - exonération en fonction de la valeur des éléments cédés (CGI art. 238 quinquies) - cession d'une branche complète d'activité - notion de branche complète d'activité - triple condition : branche susceptible de faire l'objet d'une exploitation autonome chez l'apporteuse comme chez la bénéficiaire, transfert complet des éléments essentiels de l'activité, disposition durable de tous les éléments par la bénéficiaire - possibilité pour le cédant de ne pas transférer le personnel affecté à la branche apportée : oui, dès lors que la branche peut être exploitée de façon autonome par le cessionnaire, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1100 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1133.
60.	Arrêt de la CAA Douai 31 juillet 2012 n° 11DA00407, 3 ^e ch., SA Pafic : frais généraux - conditions relatives à l'objet des dépenses - exclusion des actes de gestion anormale - absence d'acte de gestion anormale - sommes versées en exécution d'une convention de garantie de passif - déduction : oui, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1102 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1134.
61.	Jugement du TA Lille 19 avril 2012 n° 0902646, 4 ^e ch., Sté Sodirep Textiles SA-NV : bénéfice imposable - bénéfices transférés à l'étranger (CGI art. 57) - existence d'un transfert - renonciation par la succursale française d'une société étrangère à percevoir les intérêts dus par le siège en contrepartie d'avances de trésorerie : oui, même en l'absence de personnalité juridique de la succursale, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1104 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1172.

62.	Arrêt de la CAA Paris 13 mars 2012 n° 10PA00958, 10 ^e ch., Sté Sodefra Finances : bénéfice imposable - bénéfices transférés à l'étranger (CGI art. 57) - 1 ^o existence d'un transfert - garantie pour perte de change accordée sans contrepartie - 2 ^o notion de régime fiscal privilégié (CGI art. 238 A) - absence d'imposition ou imposition notablement moins élevée qu'en France - société luxembourgeoise soumise uniquement à un droit d'apport de 1 % lors de sa constitution et à une taxe d'abonnement de 0,2 %, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1105 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1173.
63.	Arrêt de la CAA Bordeaux 5 avril 2012 n° 10BX02724 et 11BX01202, 4 ^e ch., El Ferkane : bénéfice imposable - transformation d'une société de capitaux soumise à l'IS en société de personnes soumise à l'IR - différé d'imposition des plus-values latentes (CGI art. 221 bis) - conditions - imposition des plus-values demeurant possible sous le nouveau régime fiscal applicable à la société transformée - transformation d'une SARL en société de personnes : condition remplie compte tenu de l'application pour les deux sociétés à la date de la transformation de l'exonération prévue à l'article 238 quaterdecies du CGI, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1106 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1135.
64.	Arrêt de la CAA Versailles 16 juillet 2012 n° 10VE02622, 3 ^e ch., SA Artémis Conseil : fiscalité de groupe - régime des sociétés mères et filiales (CGI art. 145) - conditions d'application - conditions relatives aux participations - obligation de conservation des titres - titres prêtés pendant le délai de détention de deux ans, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1107 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1149.
65.	Arrêt de la CAA Versailles 16 juillet 2012 n° 10VE02621, 3 ^e ch., SA Artémis : fiscalité de groupe - régime des sociétés mères et filiales (CGI art. 145) - conditions d'application - conditions relatives à la filiale - participations dans une société américaine détenues par l'intermédiaire d'un partnership de droit américain, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1108 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1148.
66.	Arrêt du CE (na) 14 juin 2012 n° 352612, 8 ^e s.-s., Sté Compagnie Foncière Alpha : TVA - déduction de la taxe payée aux fournisseurs - régularisations - fait générateur - immeubles édifiés et non vendus dans un délai de cinq ans (CGI art. 257, 7 ^o) - expiration de ce délai - immeubles non utilisés pour les besoins d'opérations taxables - reversement de la taxe primitivement déduite dans le délai CGI ann. II art. 221 - compatibilité CGI art. 257, 7 ^o avec art. 17 sixième directive : oui - art. 20 sixième directive : inapplicable à des opérations d'achat d'immeubles neufs destinés à être revendus, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1117 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1153.
67.	Arrêt de la CAA Versailles 6 mars 2012 n° 10VE02079, 3 ^e ch., Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Pyrénées Gascogne : taxe sur les salaires - liquidation - assujettis partiels - secteurs distincts - notion - banques - activités de « recouvrement » et de « successions » : non, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1119 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1145.
68.	Arrêt de la CAA Bordeaux 6 septembre 2012 n° 10BX01374, 4 ^e ch., Thacker : dividendes - valeurs mobilières étrangères (CGI art. 120) - produits des « trusts » constitués à l'étranger (CGI art. 120, 9 ^o) - notion de produits - 1 ^o sommes provenant de transferts du capital : non - 2 ^o intérêts capitalisés distribués : oui, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1123 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1150.
69.	Arrêt du CE 11 octobre 2012 n° 343844, 8 ^e et 3 ^e s.-s. : plus-values de cession de droits sociaux (CGI art. 150-0 A s.) - abattement pour durée de détention - cession de leurs titres par les dirigeants de PME (CGI art. 150-0 D ter) - champ : conditions d'effectifs (moins de 250 salariés), de chiffre d'affaires annuel (moins de 50 M €) ou de bilan (moins de 43 M €) - calcul de ces conditions - sur la base des comptes consolidés si la société établit des comptes consolidés (CGI ann. II art. 74-0 Q) - instruction du 22-1-2007 confirmant ce mode de calcul - recours pour excès de pouvoir contre l'instruction en tant qu'elle prescrit le calcul sur la base des comptes consolidés - 1 ^o méconnaissance des dispositions législatives : non - référence à la définition communautaire des PME : oui - définition impliquant un calcul sur la base des comptes consolidés - 2 ^o conv. EDH : art. 14 et art. 1 ^{er} du premier protocole additionnel - discrimination selon que le contribuable détient ses participations directement ou par

	l'intermédiaire d'une société holding : non - discrimination selon la forme, civile ou commerciale, de la société holding : non, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1124.
70.	Arrêt de la CAA Versailles 3 avril 2012 n° 10VE04147, 3 ^e ch., Chailleux : transfert du domicile hors de France - taxation immédiate des plus-values latentes (« exit tax », CGI ancien art. 167 bis) - transfert du domicile en Suisse - portée de l'accord du 21-6-1999 sur la libre circulation des personnes conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la Suisse - application aux ressortissants français qui s'installent en Suisse du principe de la liberté d'établissement (art. 49 du TFUE) : non en l'absence de saisine du Comité mixte pour déterminer les implications de l'arrêt de la CJCE du 11-3-2004, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1125 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1151.
71.	Arrêt du CE 3 octobre 2012 n° 337557, 8 ^e s.-s., Sté Nationsbank Europe Limited : redressement - délai de redressement - délai de reprise - remise en cause d'une décision de transfert de l'avoir fiscal à un actionnaire non résident - délais de reprise visés à l'article L 168 du LPF - non-application des règles de retrait d'une décision administrative en matière d'excès de pouvoir? RJF n° 12 de décembre 2012, § 1144 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1218.
72.	Arrêt de la CAA Versailles 3 avril 2012 n° 11VE00142, 3 ^e ch. : conventions bilatérales - convention franco-allemande (21-7-1959) - pensions de retraite de source française versées au titre d'un régime obligatoire à un résident allemand - pensions privées (non) - prestations versées au titre d'assurances légales (oui) : imposition en France (art. 14 de la Convention), RJF n° 12 de décembre 2012, § 1152 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1219.
73.	Arrêt de la CAA Versailles 4 mai 2012 n° 10VE04141, 3 ^e ch., Sté SAP France : conventions bilatérales - convention franco-australienne (13-4-1976) - « penalty » payée par une société australienne à défaut de paiement de la retenue à la source due à raison de redevances versées à une société française - somme ayant la nature d'une pénalité au sens de la Convention, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1153 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1220.
74.	Arrêt de la CAA Marseille 26 juin 2012 n° 11MA02397, 4 ^e ch., min. : conventions bilatérales - convention franco-monégasque (18-5-1963) - imposition à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de nationalité française nées et résidant à Monaco qui ne peuvent y justifier de cinq ans de résidence au 13-10-1962 (art. 7-1) - sort différent fait aux résidents monégasques ressortissant d'un pays autre que la France ou aux Français nés et résidant dans un pays étranger autre que Monaco - absence de discrimination au sens art. 14 conv. EDH, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1155 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1221.
75.	Arrêt de la CJUE 6 septembre 2012 aff. 496/11, 6 ^e ch., Portugal Telecom SGPS SA : droit de l'Union européenne - taxe sur la valeur ajoutée - droit à déduction - assujetti accomplissant à la fois des activités économiques et des activités non économiques - holding - législation nationale qualifiant les activités économiques d'accessoires au regard des activités non économiques : sans incidence sur la portée du droit à déduction, RJF n° 12 de décembre 2012, § 1180 et BF n° 12 de décembre 2012, § 1142.

Législation française

76.	Loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques, JORF du 18 décembre 2012. Loi à télécharger... Décision n° 2012-658 DC du 13 décembre 2012 à télécharger...
77.	Loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013, JORF du 18 décembre

	<p>2012. Loi à télécharger... Décision n° 2012-659 DC du 13 décembre 2012 à télécharger... Saisine du Conseil constitutionnel en date du 4 décembre 2012 présentée par au moins soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2012-659 DC à télécharger... Saisine du Conseil constitutionnel en date du 5 décembre 2012 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2012-659 DC à télécharger... Observations du Gouvernement sur les recours dirigés contre la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 à télécharger...</p>
78.	<p>Projet de loi de finances pour 2013, adopté en Lecture définitive par l'Assemblée nationale le 20 décembre 2012, Site de l'AN, le 20 décembre 2012. Document à télécharger...</p>

Fiscalité internationale et communautaire

79.	<p>De nouvelles règles en matière de TVA applicables à partir du 1er janvier 2013 pour simplifier la vie des entreprises, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/1377 du 17 décembre 2012, Site Europa. Document à télécharger...</p>
80.	<p>Lutte contre la fraude fiscale: des règles de l'Union plus strictes entreront en vigueur le 1er janvier, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/1376 du 17 décembre 2012, Site Europa. Document à télécharger...</p>
81.	<p>Fiscalité: clarifier les règles de l'Union sur les taxes automobiles, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/1368 du 14 décembre 2012, Site Europa. Document à télécharger...</p>

Actualités BOFIP-Impôts

82.	<p>13/12/2012 : IF - Cotisation foncière des entreprises 2013 - Déclarations 1447-C. Document à télécharger...</p>
-----	--